

Smic et réduction du temps de travail : des divergences à la convergences

11

MINISTRE DU TRAVAIL

Page

AVIS adopté par le Conseil économique et social au
cours de sa séance du 10 juillet 2002

INTRODUCTION 5

I - **REPERCHER LE CADRE JURIDIQUE** 6

a. L'ÉVALUATION DU CADRE JURIDIQUE 6

1. Le cadre institutionnel des politiques salariales (SMIC) 6

2. Le cadre institutionnel de l'emploi (DAP) 6

3. L'évaluation de l'impact des politiques salariales 6

4. SMIC et l'évaluation de l'impact des politiques salariales 6

b. LE CADRE JURIDIQUE 13

1. L'évaluation de l'impact 13

2. Le cadre juridique 13

3. L'impact de la politique 13

II - **LES DIVERGENCES DE LA POLITIQUE SALARIALE** 14

A. LES DIVERGENCES DE LA POLITIQUE SALARIALE 14

1. Les divergences de la politique salariale de la loi du 19 janvier 2000 14

2. Les divergences de la politique salariale de la loi du 19 janvier 2000 14

3. Les divergences de la politique salariale de la loi du 19 janvier 2000 14

4. Les divergences de la politique salariale de la loi du 19 janvier 2000 14

5. Les divergences de la politique salariale de la loi du 19 janvier 2000 14

6. Les divergences de la politique salariale de la loi du 19 janvier 2000 14

7. Les divergences de la politique salariale de la loi du 19 janvier 2000 14

8. Les divergences de la politique salariale de la loi du 19 janvier 2000 14

9. Les divergences de la politique salariale de la loi du 19 janvier 2000 14

10. Les divergences de la politique salariale de la loi du 19 janvier 2000 14

B. LES DIVERGENCES DE LA POLITIQUE SALARIALE 14

1. Les divergences de la politique salariale de la loi du 19 janvier 2000 14

2. Les divergences de la politique salariale de la loi du 19 janvier 2000 14

3. Les divergences de la politique salariale de la loi du 19 janvier 2000 14

4. Les divergences de la politique salariale de la loi du 19 janvier 2000 14

5. Les divergences de la politique salariale de la loi du 19 janvier 2000 14

6. Les divergences de la politique salariale de la loi du 19 janvier 2000 14

7. Les divergences de la politique salariale de la loi du 19 janvier 2000 14

8. Les divergences de la politique salariale de la loi du 19 janvier 2000 14

9. Les divergences de la politique salariale de la loi du 19 janvier 2000 14

10. Les divergences de la politique salariale de la loi du 19 janvier 2000 14

III - **PROPOSITIONS** 14

A. LE CADRE JURIDIQUE 14

B. LES DIVERGENCES DE LA POLITIQUE SALARIALE 14

Type de saisine : Saisine gouvernementale

Type de texte : Avis

Traité par : Commission temporaire

Adopté le : 10/07/2002

Mandature : 1999-2004

Rapporteur :

Gautier Jean

[Télécharger le texte](#)

[Télécharger la fiche de communication](#)

PRÉSENTATION

La loi sur les 35 heures du 19 janvier 2000 a instauré des garanties de rémunérations mensuelles pour les salariés au SMIC dont la durée du travail a été réduite. En juin 2002, le Premier ministre a chargé le Conseil économique et social d'"établir un état des lieux", de "diagnostiquer les conséquences économiques et sociales de la multiplicité du SMIC" et de "dresser un inventaire des solutions tendant à rationaliser le référent salarial minimum. Dans la perspective de rendre son unité au SMIC, notre assemblée propose dans cet avis des solutions qui tentent de concilier la nécessaire progression du pouvoir d'achat des salariés les moins rémunérés tout en préservant la situation financière des entreprises.

Descripteur Eurovoc :

salaire minimum, réduction du temps de travail, France

Domaine Eurovoc :

Emploi et travail